

**Appel du « BDP» à l'opposition :
Face à l'arrogance des Bongo, l'insurrection doit être immédiatement décrétée au Gabon**



Chers compatriotes de l'opposition et de la société civile :

Face à l'arrogance et à l'entêtement des Bongo, le mouvement « Bongo Doit Partir » (BDP) vous interpelle à un choix impératif : celui d'organiser et décréter l'insurrection immédiate au Gabon ou, dans le cas contraire, celui de tout simplement dire aux Gabonais la finalité réelle de vos actes et de vos discours, actes et discours qui, hélas, ne cessent d'entretenir la confusion au sein de populations gabonaises finalement prises en otage entre un régime bongoïste voulant se maintenir à tout prix et une opposition inepte participant directement et indirectement à la consolidation de ce régime.

Il nous semble au BDP que vous êtes en train d'aider le régime des Bongo à donner au monde l'illusion d'un pays démocratique. Il nous semble que vous êtes également en train d'aider Ali Bongo à consolider son pouvoir en le laissant se doter, sans coup férir, de sa propre Assemblée nationale, qui remplacera dès le mois de janvier celle laissée par son père.

Si c'est vraiment pour le peuple gabonais et sa libération que vous vous battez, nous avons envie de dire : « trêve de tergiversations, s'il vous plaît, trêve de faux-semblants ». Il faut immédiatement déclencher la plus grosse crise politique de l'histoire du Gabon et le mouvement « Bongo Doit Partir », dans le cadre du peu de temps qui nous reste avant l'élection, vous en donne la recette dans ce message d'appel.

Cependant, si votre but n'a jamais été l'insurrection, si votre but n'a jamais été de provoquer une vraie crise politique au Gabon, surtout à un moment où tous les Gabonais ont compris que seule une insurrection pourra venir à bout des Bongo, alors il conviendrait, pour votre propre crédibilité, d'éclairer les Gabonais sur ce que vous recherchez exactement. En d'autres termes, si ce n'est pas l'insurrection que vous recherchez, dites clairement aux Gabonais de quoi il s'agit, pour que tout le monde soit définitivement fixé, au lieu d'entretenir des contradictions, des ambiguïtés et des tergiversations qui risquent, hélas, de renforcer l'hégémonie des Bongo sur le Gabon, et ce avec la complicité de l'opposition que vous constituez actuellement au Gabon.

Si, donc, vous êtes sérieux quand vous parlez de blocage de l'élection, ce qui suppose obligatoirement des actes insurrectionnels, alors vous ferez exactement ce qui vous est conseillé dans cet appel du BDP. Mais si vous êtes là pour amuser la galerie, vous serez, au moment des bilans, tenus responsables d'avoir, par machiavélisme ou par naïveté, tué le peu d'opposition crédible qui restait encore sur le terrain au Gabon, au profit des Bongo. Et cela, le peuple gabonais ne vous le pardonnera jamais.

Le plan insurrectionnel ci-dessous ne vous est, donc, adressé que si votre intention est bel et bien d'organiser l'insurrection. Si telle n'est pas votre intention, le peuple comprendra, mais au moins, il vaudra mieux que vous arrêtez de faire semblant de faire de l'opposition car cela commence à devenir fatigant. 22 ans des mêmes vieux discours, des mêmes vieilles stratégies, des mêmes vieux faux-semblants, ça fatigue.

I. GENESE DE CET APPEL

Cette montée au créneau du BDP fait suite à l'amer constat qui a été non seulement celui de notre mouvement, mais également celui des Gabonais qui observent depuis quelques mois les actions et discours de la coalition « Ça suffit comme ça », une coalition dont le discours contradictoire a eu tendance à prêcher une chose et son contraire en même temps, jetant ainsi le doute sur sa capacité à développer une stratégie de changement immédiat au Gabon. Le BDP a déjà longuement écrit sur le caractère hautement contreproductif de ces contradictions dans ses déclarations du 13 (<http://www.bdpgabon.org/articles/2011/11/13/declaration-du-mouvement-«-bongo-doit-partir-»-le-moment-est-venu>) et du 22 novembre (<http://www.bdpgabon.org/articles/2011/11/22/le-19-novembre-2011-eyeghe-ndong-a-parle>).

Par ailleurs, ayant patiemment attendu que l'opposition et la société civile réunies au sein de la coalition « Ça suffit comme ça » dévoilent au peuple le fameux plan « B » qui allait leur permettre de traduire dans la réalité leur slogan de « Pas de biométrie, pas de transparence, pas d'élections », le mouvement BDP constate avec amertume qu'à seulement 3 jours des élections tant honnies, la coalition « Ça suffit comme ça » n'a toujours dévoilé aucun plan qui soit de nature à rendre crédible son slogan. Au contraire, son action s'est depuis quelques semaines réduite à de simples brassages d'air qui cachent mal un aveu d'échec et d'incapacité. C'est un drame quand, après tant de discours ayant fait croire au blocage de l'élection, on constate que la coalition « Ça suffit comme ça » aura en fait, sans le savoir, organisé la mort de l'opposition politique au Gabon, tellement la stratégie adoptée a été hautement incohérente, inepte et contre-productive.

A ce titre, nous nous trouvons bien obligés de nous poser bien des questions :

- Que manque-t-il donc à cette opposition pour comprendre que le temps est venu de montrer aux Bongo qui du peuple ou de ce clan de criminels jouit de la souveraineté nationale et, donc, du droit de déterminer l'avenir du Gabon ?

- Que manque-t-il donc à cette opposition pour comprendre qu'il n'y a que par la manière forte que les Gabonais se déferont de la dictature des Bongo ?

- Et que manque-t-il donc à cette opposition pour comprendre que l'initiative d'une coalition des partis politiques et des mouvements de la société civile dénommée « Ça suffit comme ça » n'avait de sens que si tout le monde avait compris qu'une telle coalition, devant l'arrogance d'Ali Bongo, n'avait comme seules armes que le peuple et l'insurrection, et qu'il fallait clairement communiquer au peuple une stratégie insurrectionnelle qui soit claire quant à ses intentions et finalités ?

Sauf si, évidemment, en fin de compte, l'intention de nos coalisés n'a vraiment jamais été de bloquer quoi que ce soit, mais plutôt d'accompagner le régime dans une stratégie de mise en garage des aspirations du peuple.

Dans ses diverses tractations avec l'opposition et la société civile au Gabon au cours de ces derniers mois, hélas, le BDP n'a rencontré qu'un mur d'arrogance par lequel certains leaders de la coalition « Ça suffit comme ça », empêtrés comme à leur habitude dans des contradictions et incohérences insoutenables, nous ont fait comprendre que :

1) Eux, ils sont sur le terrain, ils savent ce qu'ils font, alors que nous, mangeant nos hamburgers en France et aux Etats-Unis, n'avions que de la théorie à offrir. Ce type de réponses démontre, quelque part, pourquoi nos pays en Afrique n'avancent guère. N'a-t-on jamais appris à ces leaders que tout acte bien pensé commence par sa théorisation et que les nations du monde qui avancent ne le font que parce que des théories bien pensées ont été un jour appliquées, donc éprouvées à la pratique ?

2) Eux, ils mènent une « guerre » qu'ils appellent « guerre asymétrique », donc, nous supposons, une « guerre mystique » issue du Bwiti dont eux seuls maîtriseraient le secret. « Les gens verront seulement », nous ont-ils mille fois assuré.

Devant un tel mur d'arrogance, qui a fait de ces leaders des gens incapables de sortir de leur coquille d'« hommes de terrain » pour écouter nos « théories » d'« hommes de la diaspora éloignés des réalités du terrain », le BDP avait dû se retirer de ces pourparlers qui tournaient en rond pour silencieusement observer de loin aux fins de donner la chance à cette opposition non seulement de dévoiler sa stratégie mystique, mais aussi d'aller au bout de sa logique.

Il nous semble à nous, hélas, que si, à seulement 3 jours des élections, rien n'a encore été vu et rien n'a encore été dévoilé qui soit de nature à montrer au peuple la cohérence de tout ce qui a été fait jusqu'à présent par la coalition « Ça suffit comme ça », c'est que le mouvement « Ça suffit comme ça » n'a, en fin de compte, aucune stratégie, aucun « plan B » qui soit de nature à crédibiliser son action.

On se demande alors comment elle a théorisé son idée de bloquer une élection qui, de toute évidence, est en train de s'organiser sous son nez et sous sa barbe.

Vous nous permettrez donc aujourd'hui de vous dire, chers compatriotes de l'opposition et de la société civile réunis au sein de « Ça suffit comme ça », et ceci au risque de vous déplaire, que, comme d'habitude, vous tergiversez.

Vous tergiversez quand vous n'intégrez pas la tournée que vous menez actuellement à l'intérieur du pays dans une stratégie insurrectionnelle qui aurait dû clairement ressortir de vos discours. En fait, cette tournée porte en elle les germes de tout ce qui a souvent fait l'échec de l'opposition au Gabon. C'est de la poudre aux yeux. Sur un plan politique, cette tournée ne sert à rien d'autre qu'à consolider l'illusion d'un Gabon démocratique sous les Bongo.

En d'autres termes, par naïveté, mauvaise stratégie ou duplicité, vous ne vous rendez apparemment pas compte du caractère désastreux de tout ce qui a été mené jusqu'à présent comme actions sous la bannière de « Ça suffit comme ça ». Quoique louable au départ, cette initiative de la société civile s'est depuis transformée en une simple fuite en avant, une bouffonnerie par laquelle une opposition désarticulée, sans stratégie et totalement désorganisée s'est tirée une balle dans la jambe, avec, au bout, le potentiel de la disparition totale de toute opposition crédible au Gabon.

Ali Bongo aurait programmé la mort de l'opposition qu'il ne s'y serait pas mieux pris. Le drame dans cette mort programmée de l'opposition est qu'elle aura été organisée par des vendeurs d'illusion et des marchands de tapis qui n'ont pas trouvé mieux que d'amener cette opposition à une impasse politique qui ne lui laissait d'autres issues que la perte de crédibilité, l'immobilisme et, à la fin, la mort politique.

Autrement dit, l'opposition et la société civile se sont décrédibilisées dès le moment où, il y a quelques mois, elles ont déclaré dans les médias et à qui voulait l'entendre que :

1) IL N'Y AURA PAS D'ELECTION AU GABON: Mba Obame, Eyegue Ndong, Marc Ona, Paulette Oyane, parmi tant d'autres, ont tous avancé cette grossièreté dans leurs discours et dans les médias. Pour bien ancrer cet absolu dans la tête des Gabonais, la coalition « Ça suffit comme ça » a lancé le slogan « Pas de biométrie, pas de transparence, pas d'élections ». Sur ce plan, la perte de crédibilité est totale car il nous semble que non seulement cette élection, à seulement 3 jours de son échéance, va se tenir, mais elle se tiendra aussi sans la présence d'une opposition crédible, sans transparence et sans biométrie. Aucun des objectifs de ce slogan n'a été atteint. Quel désastre !

2) ELLE NE PRENDRAIT PAS PART AUX ELECTIONS : Cette position aura été, après analyse, une erreur stratégique fatale pour l'opposition gabonaise. Ce boycott sans nom par lequel l'opposition a décidé de ponctuer son refus de prendre part au vote fut tellement truffé de contradictions qu'on a abouti, à la fin, à une véritable cacophonie. Non seulement la coalition a volé en éclat au vu du manque de définition d'un objectif commun, mais elle a également continué à naviguer dans le flou quant à une rationalisation claire des avantages et inconvénients d'un boycott des élections. Or, il nous semble à nous, au BDP, qu'il n'y avait que trois manières de rationaliser l'idée d'un boycott :

- La première consistait à choisir l'option d'un boycott passif par lequel l'opposition aurait en effet choisi de ne pas participer tout en demandant au peuple de ne pas aller voter. Le bénéfice recherché, dans cette option, serait celui d'humilier l'adversaire par un taux d'abstention record qui jetterait le doute sur la légitimité du résultat. Mais comme on peut le constater, cette démarche d'humiliation n'empêche cependant pas la tenue du vote, et elle n'empêche pas le maintien du statut quo de la dictature des Bongo car l'humiliation n'est pas une arme suffisamment forte pour causer la chute d'une dictature. Du coup, quoique satisfaisant sur le plan moral, on a vite fait de constater qu'une telle humiliation n'est pas de nature à changer la réalité sur le terrain. Mais, même dans le simple choix d'une option aussi simple, la coalition « Ça suffit comme ça » a totalement raté le coche, préférant s'embourber dans des contradictions appelant au blocage de l'élection dans le même temps qu'elle disait aux gens de laisser le PDG aller seul aux élections pour obtenir son score de 100%.

- La deuxième consistait à organiser, en amont, le blocage de l'élection par des actes insurrectionnels rendant la tenue de l'élection impossible. Or, sur ce plan, la coalition « Ça suffit comme ça » est allée de contradictions en contradictions. D'un côté, elle disait vouloir bloquer l'élection, mais de l'autre, elle parlait de laisser le PDG aller seul aux élections obtenir ses 100%. Or, au-delà même du caractère incohérent et impossible de cette théorie du 100% par le PDG, ces deux positions contradictoires sont totalement intenables. D'un côté encore, la coalition disait aux populations d'aller en brousse pour éviter d'aller voter, mais de l'autre, elle demandait aux mêmes populations d'aller observer les fraudes. On aurait alors voulu poser la question : quelles fraudes ? Vu que l'opposition a fait le choix de ne pas participer, de quelle fraude peut-on alors accuser un régime participant SEUL aux élections ? Ce que la coalition « Ça suffit comme ça » a manqué de noter est que nous risquons bel et bien d'avoir cette année au Gabon l'élection la plus transparente de la République puisque le PDG, seul ou avec ses satellites, n'aura pas besoin de frauder, l'élection étant sans enjeu, c'est-à-dire une simple formalité. Observer des fraudes dans ces conditions est un véritable exercice en futilité. Il fallait donc à la coalition « Ça suffit comme ça » non seulement développer un discours clair sur le blocage, mais également organiser ce blocage si elle se voulait crédible. A seulement 3 jours de l'élection, force est de constater qu'aucune stratégie de blocage qui soit crédible et aucun mot d'ordre de blocage qui

dise clairement aux populations les modalités de ce blocage n'ont été mis en place. Et on continue, paradoxalement, à dire aux populations de laisser le PDG aller seul aux élections.

- la troisième consistait à utiliser l'élection comme le prétexte à une insurrection. Autrement dit, par cette option, une opposition qui réfléchit de manière stratégique aurait choisi de participer à l'élection aux fins de profiter de la tribune électorale pour tenir, sur toute l'étendue du territoire national des meetings politiques ayant pour but de préparer le pays à l'insurrection. Dans une telle perspective, une coalition ayant réussi l'unification des forces radicales de l'opposition comme « Ça suffit comme ça », sachant qu'il y aurait forcément des fraudes, se serait tout simplement organisée pour utiliser le vol de l'élection par les Bongo comme un prétexte pour lancer l'insurrection générale dans le pays dès la proclamation des résultats frauduleux. Mais pour que cela réussisse, il fallait non seulement avertir Ali Bongo et son régime que si l'issue de l'élection voyait une victoire du PDG, le peuple recevrait l'ordre clair de tout casser et de tout brûler dans le pays jusqu'au départ définitif des Bongo du pouvoir. Par cette option électoraliste, on préparait tout simplement un coup d'état populaire avec comme seule issue acceptable le départ des Bongo. Cette option avait la meilleure chance de réussir parce qu'un peuple n'est mobilisable pour une insurrection que s'il y a un enjeu. La participation de l'opposition aurait donné au peuple cet enjeu car dans toute élection, tout citoyen qui aurait exprimé son vote a un enjeu à défendre. Cet enjeu c'est son vote. En d'autres termes, ce type de citoyen, dès lors qu'il constaterait que son vote pour son candidat a une fois de plus été dévoyé par les Bongo, serait prêt à défendre son vote, même jusqu'à la mort, pourvu qu'on lui fasse bien comprendre l'importance et la nécessité d'un tel sacrifice. Le fait donc d'avoir privé les populations de l'enjeu électoral est une erreur politique grave car un peuple qui n'a pas voté ne peut éprouver la même rage qu'un peuple qui a voté et vu son vote volé. Un peuple qui n'a pas voté a tendance à rester passif car il n'a en lui aucune rage; il n'a aucun vote à défendre : il constate simplement la suprématie de la dictature et devient incapable de mobilisation. Par contre, un peuple qui a voté, quant à lui, devient généralement enragé dès qu'il constate que son vote a une fois de plus été volé. C'est ce type de peuple qui se retrouve généralement dans la rue à casser et à brûler dès lors que l'opposition se serait organisée pour exploiter cette rage et la diriger vers une insurrection en bonne et due forme. Ainsi, l'opposition gabonaise avait tout intérêt à participer à l'élection non pas parce qu'elle attendait de gagner les législatives par les urnes, mais parce qu'elle attendait de gagner le pouvoir par la rue en obtenant non seulement la chute des Bongo, mais également un tout nouveau régime politique au Gabon. L'opposition s'est donc elle-même privée de l'arme la plus fatale dont elle disposait : la rage post-électorale du peuple.

3) LA TOURNEE NATIONALE DE L'OPPOSITION : Devant l'urgence d'organiser l'insurrection du peuple, la tournée nationale organisée par l'opposition n'a aucun sens politique. C'est non seulement une perte de temps, mais aussi un acte futile dans la mesure où une telle tournée n'aurait de sens que si elle s'inscrivait dans le cadre d'une stratégie insurrectionnelle clairement stipulée. Ceci parce que les discours tenus par l'opposition lors de cette tournée ne disent rien de nouveau que les Gabonais ne sachent déjà. Il n'y a aucun Gabonais qui ne sache aujourd'hui que les Bongo n'ont jamais organisé d'élection crédible au Gabon. Cela fait 44 que les Gabonais le savent. Le dire une fois de plus n'apporte rien de nouveau à la situation politique.

Mais il y a un côté encore plus grave à cette tournée de l'opposition qui échappe à la plupart des observateurs politiques au Gabon. L'un des arguments de l'opposition a souvent été que le Gabon vivait aujourd'hui sous une dictature grandissante. Or, quand dans un pays que l'opposition décrit comme vivant sous une dictature, cette même opposition est capable de se déplacer librement et de faire des discours d'opposition, comment peut-on prouver que le Gabon vit sous la dictature ? Il nous semble à nous, au BDP, que la prochaine fois que l'opposition écrira à l'ONU pour parler de dictature au Gabon, il suffira à Ali Bongo de sortir les vidéos montrant l'opposition circulant librement dans le pays pour dire à l'ONU, « dans quel pays de dictature a-t-on vu une opposition évoluer aussi librement ? Regardez vous-mêmes les vidéos de leurs meetings. Qui a été arrêté ? Qui a été tué ? ».

Autrement dit, l'opposition, sans le savoir, est en train de donner à Ali Bongo les arguments qui lui permettront, demain, de continuer à entretenir la fausse image d'un Gabon démocratique alors que nous savons tous que ce n'est là qu'une illusion. Donc, au lieu d'organiser une tournée qui, directement et indirectement, aide Ali Bongo à mieux asseoir son pouvoir, il fallait que l'opposition se livre à des actes capables de pousser Ali Bongo à montrer l'image de la dictature. Par exemple, au lieu d'organiser une tournée qui ressasse inutilement les mêmes vieilles choses que l'opposition dit au Gabon depuis 1989 (22 ans !), il fallait adopter une stratégie insurrectionnelle par laquelle la tournée aurait été utilisée comme piège pour pousser Ali Bongo à sévir comme se doit de le faire un dictateur : pour cela, il fallait adopter un discours incendiaire appelant les populations à s'apprêter à tout casser et à tout brûler si cette élection se tenait. Cela voulait dire que les hostilités insurrectionnelles devaient commencer dès le 15 décembre au plus tard (nous y reviendrons).

On pourrait ainsi continuer la description et l'analyse des tergiversations et incohérences de la coalition « Ça suffit comme ça », mais nous croyons que sur ce point, dans ce message d'appel comme dans les analyses précédentes du

BDP, nous en avons assez dit.

Passons et attelons-nous plutôt maintenant à la justification de l'appel à une insurrection immédiate que nous lançons aujourd'hui.

II. CONSTATS ET ANALYSES HISTORIQUES

Le peuple gabonais, il faut le dire, a toujours été prêt à l'insurrection, mais ce sont les leaders de l'opposition qui se sont toujours organisés, comme on le voit actuellement avec la coalition « Ça suffit comme ça », pour tempérer, puis éconduire ces velléités insurrectionnelles. L'opposition gabonaise a toujours été une opposition trop faible pour représenter un danger ou, du moins, un groupe de pression suffisamment fort pour faire reculer la dictature au Gabon.

Autrement dit, la faiblesse de l'opposition gabonaise depuis 1990 a toujours consisté en cette tendance aux tergiversations et à l'évitement du combat frontal qui demandait, pourtant, une remise en cause fondamentale et directe du régime des Bongo au Gabon. A cause de cela, elle a souvent choisi de contourner le problème, de tourner autour du pot et, donc, de simplement se constituer en une opposition de façade incapable, en fin de compte, de se poser en alternative politique crédible. La société civile, quand à elle, a souvent soigneusement évité de politiser son discours, acceptant souvent de se confiner au rôle d'observateur apolitique dans lequel le régime des Bongo a, paradoxalement, souvent voulu les confiner. A la fin, l'opposition gabonaise est morte de ses excès de faux-semblants, ses excès de contradictions, ses excès de mollesse et ses excès d'ambiguïté. Au passage, une crise de confiance profonde s'est installée entre un peuple gabonais en tous temps prêt à en découdre avec le régime et sa classe politique qui semblait, à chaque étape, trahir les aspirations du peuple. Tout simplement parce que l'opposition n'a jamais su définir sa forme d'opposition : s'agissait-il d'une lutte de libération nationale, la seule qui ait un sens quand on combat une dictature, ou d'une lutte pour la promotion personnelle, ce qui expliquerait ses incapacités et ses incohérences ?

Le drame devient encore plus évident dès qu'on s'arrête un moment pour établir un bilan de l'action politique de l'opposition gabonaise. On se rend à ce niveau très vite compte que, depuis la conférence nationale de 1990, l'opposition gabonaise a été incapable de faire avancer la démocratie au Gabon, non seulement à cause de sa tendance à toujours faire du dictateur qu'ils combattent l'arbitre, donc le juge et la partie, du changement politique au Gabon, mais aussi à cause de son incapacité à aller au bout d'une logique d'opposition qui consiste, au minimum, à s'organiser pour l'alternance et la prise de pouvoir par tous les moyens. Cette opposition n'a jamais compris que, plutôt que de se confiner à une posture faite de sempiternels pleurnichements, c'était à elle de forcer le régime à accepter ses revendications. Or, dès lors que, d'années en années, on a assisté au recul absolu des maigres acquis de la Conférence Nationale de 1990, force est de constater que l'opposition gabonaise a été inepte, donc incapable de s'organiser pour, au minimum, faire reculer la dictature des Bongo.

En d'autres termes, établir un bilan objectif de l'action de l'opposition gabonaise depuis la conférence nationale consiste à se poser les questions suivantes :

1) Au moment même de la Conférence Nationale, l'opposition gabonaise avait-elle imposé le départ d'Omar Bongo ? Non. Alors qu'elle aurait pu obtenir ce départ, elle a soigneusement évité de l'exiger de manière directe et frontale, permettant à Omar Bongo de rester, donc lui donnant l'opportunité de se refaire politiquement. Si la mort subite n'avait pas envoyé en enfer ce criminel en juin 2009, Omar Bongo règnerait encore aujourd'hui en maître absolu sur le Gabon.

2) Au moment de la Conférence Nationale, l'opposition avait-elle mis des garde-fous dans la nouvelle Constitution qui fussent de nature à empêcher des amendements intempestifs de ce document et imposant, par exemple, un Référendum à chaque fois que l'on voudrait y toucher ? Non. Omar Bongo a pu tout simplement défaire la Constitution issue de la Conférence Nationale et la transformer en un inutile chiffon à la mesure de son incapacité à gagner une élection transparente au Gabon. C'est ce chiffon qui a permis la transmission sans heurt du pouvoir à son fils Ali Bongo en 2009, et ceci avec la complicité silencieuse de nos opposants, dont aucun n'osa soulever les Gabonais.

3) Au moment de la Conférence Nationale, l'opposition avait-elle songé à limiter les pouvoirs présidentiels pour justement empêcher tout nouveau président de se livrer à une adulation dictatoriale de la Constitution ? Non. C'est parce qu'Omar Bongo avait conservé ses pleins pouvoirs et sa personne jamais vraiment directement mise en cause lors de la Conférence Nationale (on fit de lui l'arbitre du processus) qu'il fut capable, par la suite, de ramener le pays à la dictature. C'est ce qui, par la suite, permit à Ali Bongo de finir de supprimer les quelques libertés que les

Gabonais avaient, le temps d'un bref moment, acquises entre 1990 et 1993.

4) Les Accords de Paris et ceux d'ARAMBO négociés par le pouvoir et l'opposition en 1994 et 2006 respectivement en vue de l'établissement de la transparence électorale ont-ils apporté des changements notables dans le processus politique gabonais ? Non. En dehors du franc électoral dont tout le monde s'est empiffré, les questions de démocratie contenues dans ces accords se sont retrouvés frappés de caducité dès le retour au Gabon de la classe politique.

5) En fin de compte, depuis 1993, l'opposition gabonaise est-elle capable de montrer la loi électorale, l'article ou ne fût-ce qu'une virgule dans la Constitution qui ait été obtenue grâce à son action et qui, par conséquent, aura servi à améliorer le sort politique des Gabonais parce qu'appliquée conformément aux accords politiques ayant inspiré ces mesures ? Là encore, on dira forcément « non » puisque le recul démocratique constaté depuis la Conférence Nationale établit clairement une incapacité fondamentale de l'opposition gabonaise à exercer le minimum de pression sur le régime qui lui eût permis de forcer ce régime à un minimum de réforme ou, au moins, à appliquer à la lettre les accords signés avec l'opposition.

Autrement dit, en l'absence d'une prise effective de pouvoir, le rôle d'une opposition se voulant crédible est aussi de faire reculer la dictature en obtenant de temps en temps des gains démocratiques susceptibles d'améliorer la situation des droits citoyens dans le pays. Or, au Gabon, c'est le contraire qui s'est passé depuis 1990. Devant les « bingavouks » de l'opposition, c'est-à-dire ses vociférations, « épouvantaileries » et faux-semblants, le régime des Bongo a continué à se consolider en une dictature sans partage. Dans cette équation, c'est l'opposition qui a toujours reculé, incapable qu'elle a été d'imposer sa volonté.

Il faut donc le dire et le reconnaître : l'opposition gabonaise implantée au Gabon ne fait pas peur aux Bongo. En fait, les Bongo connaissent peut-être tellement cette opposition, peut-être trop bien, pour s'en inquiéter. Du coup, les Bongo ont souvent laissé faire, laisser parler, sachant très bien qu'au final, rien n'en ressortirait car, au-delà des discours, aucun de ces hommes n'avait assez de couilles pour aller au-delà des faux-semblants. Nous ne parlerons même pas des compromissions personnelles de certains de ces leaders se disant de l'opposition, dont les fortunes accumulées dépendent souvent du bon vouloir des Bongo.

On ne peut alors que s'étonner que, malgré toutes ces réalités, l'opposition, qui ne cesse de dresser des constats de dictature depuis 22 ans, continue à vouloir combattre la dictature avec les mêmes méthodes qui, pendant 22 ans, ont plus que montré leurs limites. Cette opposition a souvent pensé, bizarrement, que l'on pouvait combattre et venir à bout d'une dictature en utilisant des moyens politiques et moraux propres à une démocratie (sempiternels communiqués de presse, toujours les mêmes depuis 1993; sempiternels appels à la communauté internationale, toujours les mêmes depuis 1993 ; etc.). C'est comme si, au Gabon, on s'évertuait, dans l'opposition, à croire qu'un régime tombait parce que, dans les médias internationaux, on parle de ses détournements, de sa dictature et tout le tralala, alors même que sur le terrain, paradoxalement, on s'évertue à combattre cette dictature comme si on était en pays de démocratie. C'est comme si, pour elle, c'était les appels à la communauté internationale ou la France ou les Etats-Unis qui viendraient changer le Gabon à sa place. Pire, tandis qu'on disait à la communauté internationale qu'il y avait crise politique au Gabon et que le Gabon était dirigé par une dictature, ladite communauté internationale avait beau scruter le terrain politique gabonais, elle ne voyait rien qui puisse justifier le terme de « crise politique » ou de « dictature », puisque la même opposition qui se plaignait de dictature et d'élections volées semblait plutôt libre de s'exprimer et semblait aussi elle-même continuer à valider les processus électoraux dont elle se plaignait.

A la fin, force est de constater que l'opposition gabonaise a baigné dans la confusion la plus totale au cours des 22 dernières années. Autrement dit, elle a manqué de faire un choix idéologique clair. C'est soit elle considérait que le Gabon était une démocratie, auquel cas elle devait se taire et ne plus se plaindre des exactions antidémocratiques et des fraudes électorales des Bongo, soit elle considérait que le Gabon était dirigé par une dictature, auquel cas il ne lui restait aucun autre choix que celui de l'insurrection et de la rue pour obtenir gain de cause, c'est-à-dire le départ immédiat des Bongo du pouvoir, donc une solution radicale qui résoudrait une bonne fois pour toutes le problème des Bongo au Gabon.

C'est donc pour en finir avec ces ambiguïtés et ces tergiversations que le BDP prend aujourd'hui sur lui d'inviter l'opposition à prendre pleinement et frontalement ses responsabilités. Autrement dit, nous invitons l'opposition à choisir résolument, définitivement et immédiatement la voie de l'insurrection, ou de se taire à jamais. Les Gabonais sont fatigués de ces faux-semblants et tergiversations qui ne mènent nulle part.

Pour être clair et direct, donc, notre appel consiste à demander à cette opposition trop molle d'organiser la fin

immédiate du régime des Bongo au Gabon si elle veut garder sa crédibilité auprès des Gabonais.

III. APPEL A L'INSURRECTION & PLAN INSURRECTIONNEL

A l'opposition gabonaise, donc, le BDP propose le plan suivant, qui n'a de valeur que si l'opposition est dans cet esprit. A cette opposition, le BDP dit ceci : le Gabon ne changera que par une insurrection en bonne et due forme. Ne vous voilez donc plus la face devant cette incontournable réalité. Plus tôt vous reconnaissez cette réalité, mieux cela vaudra pour tous.

L'art de l'insurrection repose sur l'adoption inévitable d'une idéologie de défiance permanente par laquelle on remet fondamentalement en cause l'autorité que l'on combat, surtout quand on la suppose illégitime. Dans les contextes où le changement et l'alternance politique ne peuvent être envisagés par les voies démocratiques (élections libres et transparentes) ou morales (remise en question du régime par lui-même), les peuples n'ont généralement d'autre choix que l'insurrection (populaire, armée, etc.) pour obtenir gain de cause. Au Gabon, nous y sommes.

Autrement dit, personne au Gabon aujourd'hui n'est plus dupe. Le Gabon ne changera ni par les urnes ni par le bon vouloir des Bongo. C'est par la rue et dans la rue que le changement se fera. Cette vérité étant avérée, il convient, pour la cohérence mentale, et surtout pour les impératifs de rationalité qui incombent aux humains qui se veulent des êtres pensants et cohérents, que ceux qui se définissent aujourd'hui de l'opposition, surtout de l'opposition dite radicale, intègrent cette réalité dans la dynamique de leur combat, qui ne peut plus, dès lors, être compris comme un simple combat politique ; il doit être compris comme un combat pour la libération nationale, donc un combat qui intègre la simple réalité selon laquelle il y aura des sacrifices, du chaos, des pertes en vies humaines, mais que de tels sacrifices sont les passages obligés de tous les peuples qui veulent s'affranchir ou se sont affranchis de leurs dictats pour passer de la dictature à la démocratie.

Le BDP appelle donc l'opposition gabonaise à un processus insurrectionnel immédiat dont le plan est exposé ci-dessous, dates et détails à l'appui.

Notez que le BDP pense qu'une stratégie insurrectionnelle n'a pas besoin d'être conçue dans le secret, non seulement parce que, à cause des infiltrations et des écoutes téléphoniques, rien de secret ne peut échapper aux Bongo, mais surtout parce que, en fait, c'est dans le caractère public des actions à mener qu'une insurrection a des chances de réussir. Il n'y a donc rien à organiser dans le secret et dans le mystique, il n'y a aucune guerre asymétrique à mener car la guerre doit être frontale et l'adversaire a besoin de savoir ce qui va être organisé à l'avance pour le pousser aux erreurs qui creuseront sa propre tombe. Par ailleurs, le peuple a besoin de savoir ce qui se prépare pour qu'il sache ce que ses leaders attendent de lui. On ne peut donc préparer une insurrection sans y associer le peuple.

La situation étant urgente, le BDP demande à tous les Gabonais qui tomberont sur cet appel à en faire très large diffusion non seulement sur Internet, mais aussi au Gabon. Que ceux qui sont au Gabon fassent tout pour que les leaders de l'opposition au Gabon en prennent connaissance et fassent selon qu'il est indiqué.

Certes, certains s'arrêteront au caractère « arrogant » du BDP et voudront utiliser ce prétexte pour rejeter cet appel. Mais nous leur dirons que si vous avez pu pardonner à Mba Obame et Zacharie Myboto leur complicité dans la mort du Gabon, étant entendu, en plus, que ce sont les conséquences juridiques du travail de André Mba Obame (constitution et lois électorales sur mesure pour les Bongo) que nous combattons actuellement, et si on a pu par ailleurs pardonner à Pierre Mamboundou son rapprochement avec les Bongo, il est important de dépasser le caractère « arrogant » du BDP pour se concentrer sur l'essentiel, c'est-à-dire la libération immédiate du Gabon par l'insurrection.

PLAN INSURRECTIONNEL

Etant entendu que la situation politique, dans aucun pays au monde, n'a jamais évolué sans, au minimum, une crise politique de nature inédite, il s'agit, dans un premier temps, d'amener le pays à une crise politique immédiate, et dans le sillage de la crise politique, à organiser l'ingouvernabilité.

ETAPE I : MERCREDI 14 DECEMBRE

Retour urgent et immédiat à Libreville de TOUS les leaders de l'opposition radicale, cela suppose ceux faisant encore partie de la coalition « Ça suffit comme ça » et ceux n'en faisant pas partie.

ETAPE II : MERDREDI 14 DECEMBRE OU JEUDI 15 DECEMBRE

Tenue d'un meeting de crise et d'urgence de toute l'OPPOSITION RADICALE. Ce meeting peut se tenir au soir du mercredi 14 décembre si le quorum est atteint, ou le matin du jeudi 15 décembre. A la limite, même en l'absence de certains, le meeting peut se tenir dans la soirée du 14 décembre dans le cas où il n'y aurait aucune opposition à la démarche proposée par les leaders qui comptent.

C'est qui, ces leaders qui comptent ? Côté classe politique : Eyegue Ndong, Mba Obame (qui peut donner son mot d'ordre depuis l'Afrique du Sud et les médias relaieront), Zacharie Myboto, Luc Bengone Nsi, Paulette Oyane, parmi tant d'autres faisant partie de la coalition CPPA et de la galaxie Union Nationale; côté société civile, Marc Ona Essangui, Grégory Ngbwa Mintsa, George Mpagu et tous les leaders de la société civile se reconnaissant de l'optique insurrectionnelle.

Le but du meeting sera, d'une part, de se débarrasser des conviviaux pouvant entraver l'action insurrectionnelle à déclencher, et d'autre part, justement, à déclencher immédiatement le mouvement insurrectionnel, c'est-à-dire dès mercredi dans la soirée.

S'agissant de l'idée de se débarrasser des politiciens conviviaux, des questions simples seront à poser à tous les leaders présents ou non présents (même s'il faut les contacter au téléphone). Voici ces questions :

« Devant l'urgence de la situation politique au Gabon aujourd'hui, jusqu'où êtes-vous prêt à aller ? Autrement dit, vu que l'étape suivante, qui est insurrectionnelle, va comporter tous les risques envisageables, elle peut inclure la mort ou la prison pour certains d'entre nous. Mais nous savons aussi que, ensemble, et selon la méthodologie que nous allons utiliser, le pouvoir sera mis dans la peine de décider soit de nous laisser avancer, soit de nous arrêter ou de nous tuer. Il est donc important que chacun se prononce sur sa finalité et sur le type de sacrifices qu'il est prêt à faire. Donc, si vous avez peur de la mort, sortez de la salle. Si vous avez peur des risques qui nous attendent, sortez de la salle. Si vous avez peur de voir le Gabon entrer dans une période de chaos et vous ne voulez pas porter la responsabilité de ce chaos, sortez de la salle. Ne doivent rester dans la salle que tous ceux qui comprennent qu'il faut en finir, même si, au passage, cela passe par le type de sacrifices qui viennent avec ce type d'actions. Pour ceux qui restent, il est important de comprendre que quand on se dit en période insurrectionnelle, il n'y a plus lieu de porter des gants. Aucune discussion ne sera plus autorisée qui remettra en cause la procédure insurrectionnelle. Il ne s'agit plus pour nous de nous poser la question de savoir si nous voulons organiser l'insurrection ou non, mais plutôt comment l'organiser. Les propositions se limiteront donc tout simplement au type d'actes à accomplir. Tout acte visant à adoucir ou à détourner l'insurrection vers quelque chose de convivial sera considéré comme un acte de trahison. Autrement dit, aucun vote ne pourra être organisé qui soit susceptible de bloquer le processus insurrectionnel une fois déclenché, jusqu'à gain de cause ».

Une fois la salle épurée des conviviaux, chacun des leaders restants signera une charte insurrectionnelle plus ou moins similaire à la formulation suivante :

CHARTRE DU PEUPLE GABONAIS INSURGÉ

Consciente de la nécessité désormais obligatoire d'engager le pays dans un processus de libération nationale qui soit de nature à le débarrasser du joug des Bongo, et sachant que la voix insurrectionnelle est la seule aujourd'hui qui soit de nature à donner au peuple gabonais l'opportunité d'une démocratie qui soit non seulement conforme à ses aspirations politiques les plus fondamentales exprimées depuis la Conférence Nationale de 1990, mais également à son droit à la poursuite du bonheur, de la dignité et de la souveraineté nationale et internationale,

Consciente également, à la suite du politologue américain Gene Sharp, du fait que :

« Souvent les peuples opprimés manquent de volonté et sont temporairement incapables de lutter, car ils n'ont aucune confiance en leur capacité de faire face à une dictature brutale et ne voient aucun moyen de s'en sortir. On comprend donc qu'ils placent leurs espoirs de libération en des entités tierces, en une force extérieure qui peut être "l'opinion publique", les Nations Unies, un autre pays, ou encore des sanctions économiques et politiques internationales. Une telle vision est confortable, mais elle pose de sérieux problèmes. »

Que

*« Les dictatures existent principalement à cause de l'insuffisante répartition du pouvoir dans le pays lui-même. La population et la société sont trop faibles pour poser des problèmes sérieux au pouvoir dictatorial, la richesse et le pouvoir sont concentrés en trop peu de mains. **La survie des dictatures dépend principalement de facteurs internes, même si elles peuvent être renforcées ou affaiblies par des actions internationales.** Ces pressions internationales peuvent être utiles lorsqu'elles soutiennent un **puissant mouvement intérieur de résistance.** Ainsi, les boycotts économiques internationaux, les embargos, la rupture des relations économiques, l'expulsion des organisations internationales, ou la condamnation par les Nations Unies, par exemple, peuvent être utiles. **Mais en l'absence d'un fort mouvement intérieur de résistance, de telles actions ne risquent guère d'être entreprises.** »*

et que,

« Quand la dictature doit faire face à une force solide, sûre d'elle-même, dotée d'une stratégie intelligente, avec des actions disciplinées, courageuses et vraiment puissantes, elle finira par s'écrouler. (...) La libération des dictatures dépend finalement de la capacité des peuples à se libérer eux-mêmes. »

nous, opposition gabonaise unie, au nom du peuple gabonais, et pour le peuple gabonais,

faisons aujourd'hui nôtres les principes édictés dans la déclaration d'indépendance américaine du 4 juillet 1776 qui affirme que « tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. (...) Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructive de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'établir un nouveau gouvernement, en le fondant sur les principes et en l'organisant en la forme qui lui paraîtront les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur », et « (...) Lorsqu'une longue suite d'abus et d'usurpations, tendant invariablement au même but, marque le dessein de (...) soumettre [les hommes] au despotisme absolu, il est de leur droit, il est de leur devoir de rejeter un tel gouvernement (...) », ainsi que ceux affirmés dans les Déclarations françaises des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 et 1793, qui proclamèrent que « tout acte exercé contre un homme hors des cas et sans les formes que la loi détermine, est arbitraire et tyrannique ; celui contre lequel on voudrait l'exécuter par la violence a le droit de le repousser par la force (...) », et que « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré et le plus indispensable des devoirs ».

et déclarons notre engagement solennel et indéfectible aux côtés du peuple gabonais en vue de la libération nationale immédiate et par tous les moyens.

Fait à Libreville le mercredi 14 décembre 2011

SIGNATURES

ETAPE III : MERDREDI 14 DECEMBRE OU JEUDI 15 DECEMBRE

Toujours le mercredi 14 ou jeudi 15 décembre, c'est-à-dire dès la fin du premier meeting de sortie des conviviaux, l'opposition doit se choisir un lieu de résidence qui va devenir le QG de la résistance. Autrement dit, ce lieu doit avoir assez d'espace alentour pour contenir 2000 à 3000 personnes au moins. Ce lieu sera le siège de l'insurrection, d'où partiront tous les mots d'ordre. Les 2000 à 3000 personnes, constituées principalement de jeunes décidés à défendre leurs leaders, serviront de bouclier humain et s'organiseront pour contrer tout assaut des forces de l'ordre. Aucune violence ne sera initiée par ces jeunes. Ils devront tout simplement se préparer à répondre à toute attaque du pouvoir en place. Le BDP pourra discuter des modalités de cette autodéfense avec les leaders de l'opposition, mais pour en simplifier la compréhension, il suffit de se dire que :

1) La Résistance organisée par l'opposition sera définie, pour les besoins de la communication stratégique, comme une résistance non violente. Par non violence, l'opposition voudra dire et devra clairement expliquer que les insurgés ne seront jamais les premiers à initier la violence. Par contre, en application de la légitime défense, le peuple insurgé sera toujours prêt à répondre avec virulence à tout acte d'agression exercé contre lui.

2) Ainsi, si un jour un Gabonais est agressé par la police, eh bien les Gabonais insurgés répondront par un acte d'agression équivalent envers un policier, quel qu'il soit. Si on arrête dix Gabonais, eh bien, dix membres du régime Bongo seront aussi arrêtés par les insurgés. Il s'agira donc tout simplement de répondre œil pour œil dent pour dent, et dans les mêmes proportions, à tout acte dictatorial à l'encontre du peuple.

3) Les insurgés affirmeront leur droit le plus absolu à organiser les marches et manifestations pacifiques qu'ils voudront, sans avoir à demander d'autorisation et sans entrave de la part du régime ; tout acte visant à empêcher les marches et manifestations du peuple sera perçu comme un acte d'agression et fera appel à la légitime défense du peuple.

Par ailleurs, il faudra rapidement, c'est-à-dire en moins de 24 heures, organiser la logistique de communication et de restauration car aucun des leaders ne quittera ce lieu jusqu'à l'aboutissement de l'insurrection. Il faudra donc que les leaders mettent ensemble leurs moyens pour assurer nourriture et capacité communicationnelle entre eux et avec le peuple (Internet, téléphone, photocopieurs, fax, etc.).

L'idée de mettre tous les leaders ensemble est hautement stratégique. Le régime aura du mal, surtout avec 2000 personnes autour du siège de l'insurrection, à venir tous les arrêter. Par contre, si chacun restait de son côté, il serait plus facile au régime de les arrêter un à un sans coup férir. Le fait d'être ensemble permet également l'efficacité des prises de décision et des mots d'ordre à donner, tout en facilitant la sécurité de tous, sécurité qu'il est dès lors plus facile à organiser, grâce au concours du peuple, et surtout des jeunes qui éliront camp autour du QG pour empêcher ou faire face à tout assaut du régime.

ETAPE IV : JEUDI 15 DECEMBRE, 15 HEURES

Le jeudi 15 décembre, à 15 heures au plus tard, s'organiser pour lancer, depuis le QG de la Résistance, le premier mot d'ordre insurrectionnel de l'opposition unie. Ce mot d'ordre, ce sera simplement, un ultimatum à Ali Bongo, dans un discours lu par Eyegue Ndong, dont la teneur sera plus ou moins la suivante :

DECLARATION DE L'OPPOSITION GABONAISE UNIE

L'opposition gabonaise unie,

prenant solennellement aujourd'hui à témoin la communauté internationale, qui n'est pas sans savoir que le Gabon, depuis 44 ans, vit une dictature déshumanisante qu'une famille, la famille des Bongo, s'est évertuée à ériger, dans le plus grand mépris des droits les plus fondamentaux du peuple gabonais,

prenant également à témoin le peuple gabonais dans son ensemble, tout en lui rappelant combien de fois l'opposition gabonaise, depuis 1990 a essayé de raisonner avec les Bongo aux fins de leur faire entendre la voix de la raison et de la paix, sans que rien, ni la Conférence Nationale de 1990, ni les Accords de Paris de 1994, et encore moins les appels désespérés du peuple gabonais pour plus de démocratie et plus de dignité, ne leur fassent entendre raison,

prenant, enfin, acte de l'illégitimité politique d'Ali Bongo Ondimba, dont le pouvoir ne reposerait, selon les chiffres validés par son propre régime, que sur 41% de l'électorat, donc une minorité non représentative de la volonté nationale inscrite dans le vote des 60% des Gabonais qui, en août 2009, ont rejeté la monarchie des Bongo,

prononce à l'endroit d'Ali Bongo Ondimba, président autoproclamé du Gabon, et au régime qui le soutient, l'ultimatum suivant :

Vous avez jusqu'à vendredi 16 décembre à 15h00 précises pour :

1) suspendre immédiatement toutes les opérations électorales actuellement en cours dans le pays

2) adopter sans conditions le carnet de revendications de l'opposition, notamment :

- qu'aucune élection ne se tiendra au Gabon tant que les conditions de la transparence totale, y compris les principes d'identification par la biométrie, de recensement et de suivi statistique des populations gabonaises devant figurer sur les listes électorales, ne seront assurés et garantis de manière fiable,

- et que tout processus de réforme démocratique au Gabon doit obligatoirement non seulement passer par

un consensus national que seule une Conférence Nationale souveraine est capable de garantir, mais aussi s'articuler sur la nécessité d'une constitution nouvelle pour le Gabon qui traduira dans la réalité l'avènement d'une démocratie sans fards au Gabon.

3) annoncer la démission immédiate de tous les conseillers servant actuellement au sein de la Cour constitutionnelle, notamment celle de sa présidente Madeleine Mborantsuo. Il devra être immédiatement nommé, avec l'accord de l'opposition, une Cour de constitutionnelle de transition composée de membres neutres de la société civile. L'opposition devra approuver chacune des nominations. Cette mesure transitoire comprend également le transfert de la Cour en un autre lieu de Libreville qui n'en fasse plus la propriété personnelle de Madeleine Mborantsuo, qui loue actuellement son propre immeuble à une Cour constitutionnelle dont elle est en même temps sacrilègeusement la présidente ;

4) La mise en place d'un gouvernement de transition neutre qui aura la charge de mener à bien la mise en place de la réforme telle que proposée, et en les formes voulues, par l'opposition gabonaise unie.

L'opposition gabonaise unie donne ainsi un ultimatum de 24 heures à Ali Bongo et à son régime pour la réalisation immédiate de ces revendications. Cet ultimatum commence jeudi 15 décembre à 15 heures et se termine vendredi 16 décembre à 15 heures. Passé ce délai, le Gabon sera en période insurrectionnelle.

A la communauté internationale, nous demandons d'organiser rapidement, dans les 48 heures, le rapatriement de vos nationaux, car pendant que les Gabonais s'appêtent à se battre pour leurs droits, il serait mieux pour les non-Gabonais de ne pas risquer de se retrouver dans le type d'insécurité pouvant résulter du type de situation insurrectionnelle qui ne manquera pas d'exister au Gabon dans les heures qui viennent.

Aux organisateurs de la CAN 2012, nous demandons doré et déjà d'annuler la tenue de la CAN au Gabon et de rechercher un autre pays d'accueil pour la coupe. Personne ne pourra répondre de la sécurité de vos joueurs au Gabon dans les temps qui viennent.

Au peuple gabonais, nous disons :

Chers compatriotes :

Le moment que vous attendiez tous est venu. Le moment que nous attendions tous est là. Vous avez souvent reproché à votre classe politique, à vos leaders, leur mollesse et leur incapacité à défendre valablement vos intérêts, vos droits. Nous vous avons compris.

Vous nous avez demandé l'insurrection et le combat frontal contre la monarchie des Bongo. Nous y sommes.

Que l'on ne nous dise donc plus demain que les leaders de l'opposition gabonaise ont failli. Nous répétons donc bien clairement à tous ceux qui ont souvent voulu que l'on en finisse que le moment d'en finir est là. Nous y sommes.

Nous attendons donc maintenant du peuple gabonais qu'il prenne ses responsabilités en défendant avec nous et à nos côtés son droit à la dignité et au bonheur.

Dans les jours qui viennent, le peuple gabonais va reconquérir sa souveraineté. Cette reconquête attend de toutes les portions du peuple gabonais, de toutes les ethnies qui composent notre peuple sans exclusive, de toutes les femmes et de tous les hommes, de tous les jeunes et de tous les aînés qui composent notre nation, que vous viviez en ville ou dans les villages, un engagement ferme aux côtés de la démocratie et de la dignité humaine, choses dont le régime des Bongo vous ont privé depuis 44 ans.

Chers compatriotes, nous y sommes.

Doré et déjà, nous vous appelons, pour ceux qui résident à Libreville, à vous rassembler pacifiquement autour du siège de l'insurrection sis au quartier à Libreville et à y demeurer jusqu'au départ d'Ali Bongo du pouvoir. Il nous faut en permanence autour de ce siège au minimum entre 2000 et 3000 personnes qui seront notre première ligne de défense contre la dictature. De là, nous organiserons ensemble la reprise en main de notre pays par les forces démocratiques si le régime des Bongo se refusait à se plier à l'ultimatum du peuple qui lui a été signifié.

Aux Gabonais partout dans le pays, que vous résidiez dans les chefs-lieux de province ou de départements, dans des communes, des cantons ou des villages, l'opposition gabonaise unie lance les mots d'ordre suivants :

- organisez-vous par tous les moyens que vous trouverez envisageables pour mobiliser le peuple et l'apprêter à défendre ses droits non seulement en empêchant par tous les moyens le vote du 17 décembre si le régime des Bongo rejette l'ultimatum du peuple qui lui a été signifié, mais aussi en vous assurant que personne n'ira voter. Tous ceux qui se rendront aux urnes seront bastonnés.

- organisez-vous pour savoir où se trouvent les bureaux de vote et les urnes. Ces urnes devront être détruites par tous les moyens si le régime des Bongo rejette l'ultimatum du peuple. Et encore une fois, nous demandons aux jeunes de bastonner toute personne qui oserait se rendre aux urnes le 17 décembre.

Aux corps armés, à vous que le régime force souvent à accomplir ses basses besognes, nous lançons l'appel suivant : faites le choix entre défendre un régime qui maltraite vos frères et vos sœurs ou défendre votre peuple. Nous vous demandons de rester chez vous et de n'obéir à aucun ordre qui émanerait du régime des Bongo. Mettez-vous à la disposition du peuple souverain et attendez les ordres du peuple.

Chers compatriotes,

Tout comme vous, nous sommes fatigués des compromissions, des faux-semblants et de la dictature. Nous sommes donc d'accord qu'il faut en finir.

Vendredi 16 décembre à 15 heures, nous vous communiquerons notre ultime mot d'ordre, qui vous édifiera sur la suite des événements et ce que nous attendons de vous dans les heures, les jours, les semaines et les mois qui viennent.

Ce que nous pouvons malgré tout vous dire est que si le régime des Bongo rejetait notre ultimatum, apprêtez-vous à lui donner une réponse cinglante. S'il faut brûler, nous vous demanderons de brûler et on brûlera ; s'il faut casser, nous vous demanderons de casser et on cassera. Aucun Bongo dans ce Gabon ne pourra plus dire demain qu'il aura tourné en bourrique le peuple gabonais un jour de plus, un jour de trop.

Il est temps de montrer aux Bongo qui est plus bandit que qui. On a fini de s'amuser.

Vive le Gabon,

Vive la République des hommes et des femmes libres.

ETAPE V : VENDREDI 16 DECEMBRE, 15 HEURES

Ceci est l'étape insurrectionnelle : prenant acte et prétexte du refus attendu d'Ali Bongo de céder à l'ultimatum, ce qui sera son erreur politique fatale, l'opposition sera en position d'annoncer solennellement que l'opposition gabonaise est désormais constituée en Conseil National de Résistance et de Transition, nouvelle autorité dirigeante du Gabon, qui déclarera la caducité du régime des Bongo au Gabon. L'autorité désignera un porte-parole qui sera Jean Eyegue Ndong et mettra en place un comité de crise et de suivi qui sera chargé de réorganiser le Gabon selon les désirs du peuple.

Le BDP communiquera aux opposants les modalités d'organisation, de mise en place et de structuration de ce CNRT. Il communiquera également les mesures et mots d'ordre à annoncer aux fins d'amener non seulement à une crise politique incontournable, mais également à une situation d'ingouvernabilité au Gabon.

ETAPE VI : DU JEUDI 15 AU VENDREDI 16 OCTOBRE

Dans la diaspora, le BDP va se charger de mettre en place un comité du CNRT qui sera la voix et l'extension des insurgés gabonais dans le monde. Sous l'autorité de Daniel Mengara, président du BDP, le bureau du CNRT dans la diaspora se chargera de coordonner à l'extérieur du pays tous actes diplomatiques, médiatiques et politiques tendant à appuyer, soutenir et amplifier l'insurrection au Gabon. Par ailleurs, au cas où tous les leaders de l'opposition à l'intérieur du pays seraient rendus inopérants, soit par des arrestations, soit par l'incapacité de communiquer, la centrale mise en place au sein de la diaspora assurera la continuité des mots d'ordre et la coordination du combat sur le terrain par la mise en activité de réseaux de résistance capable d'alimenter

l'ingouvernabilité jusqu'à la chute des Bongo.

Le CNRT dans la diaspora se chargera également, à chaque étape, de rédiger tous les discours que liront les leaders de l'opposition au Gabon, y compris proposer les étapes de défiance et de délégitimation du pouvoir d'Ali Bongo que les leaders au Gabon devront suivre si on veut garantir l'écroulement rapide du régime des Bongo. Dès lors qu'il s'agit d'organiser l'ingouvernabilité au Gabon, donc la plus grosse crise politique de l'histoire politique du Gabon, et ce en vue de la chute des Bongo, toutes les options doivent être sur la table.

Il est important de noter que le plan du BDP ne suppose aucune discussion sur les questions de leadership et ne recommande aucune discussion sur ce sujet car plutôt que de passer inutilement du temps sur de telles finalités et vouloir désigner un chef, la seule visée vers laquelle tout le monde doit tendre est :

- 1) au mieux, de mener à l'éviction totale et immédiate des Bongo du pouvoir, ce qui mènerait naturellement à l'organisation de nouvelles élections générales au Gabon,
- 2) au pire, de forcer l'adoption sans condition par Ali Bongo de TOUTES les revendications de l'opposition, ce qui supposera naturellement l'ultime éviction des Bongo par des voies démocratiques dès lors que des élections transparentes auraient lieu conformément aux desideratas du peuple ;
- 3) et, enfin, de permettre, suite à l'éviction des Bongo (par la chute ou par l'élection), au peuple lui-même de décider par la voie électorale et démocratique qui sera son président dans le contexte d'un Gabon réformé et démocratique. Autrement dit, ce n'est qu'une fois le combat du changement ou de la réforme gagné que l'opposition pourra discuter des questions de consolidation à même de lui garantir la victoire électorale dans un contexte d'élections transparentes et crédibles. Daniel Mengara ne serait pas candidat à une telle élection, mais soutiendrait l'aîné qui se sera montré le plus méritant d'un tel soutien une fois les Bongo évincés.

Pour le BDP, donc, la situation est claire et les méthodes pour la chute immédiate des Bongo simples et directes. Nous croyons que seule une lutte frontale sera à même de libérer immédiatement le Gabon.

Si l'opposition sur le terrain est prête à s'engager sur cette voie insurrectionnelle ferme, claire et sans tergiversations, il est urgent qu'elle s'ancre immédiatement dans ce processus, exactement comme le BDP en a tracé la procédure. S'écarter de cette procédure mènerait à l'échec du projet. C'est d'une action combinée, rationnelle et coordonnée entre l'opposition radicale sur le terrain au Gabon, et l'opposition radicale dans la diaspora que résultera le potentiel de réussite de l'insurrection au Gabon. Il ne s'agit pas ici de laisser chacun faire ce qu'il veut, comme il veut, mais plutôt de faire que, quelque soit ce que chacun ferait, ses actes s'inscrivent dans la dynamique insufflée par une opposition radicale organisée, cohérente dans son message et son idéologie, et coordonnée dans ses finalités.

La suite des modalités insurrectionnelle sera livrée à l'opposition et au peuple dans les 48 heures si, comme nous le souhaitons, l'opposition s'engage dans ce processus. Mais si, comme nous le craignons, l'opposition répond par la fuite en avant, alors force sera de constater que ce ne sera pas avec cette opposition des faux-semblants que les Gabonais retrouveront leur dignité.

Fait à le 14 décembre 2011 à Montclair, New Jersey, USA

Mouvement « Bongo Doit Partir »
P.O. Box 3216 TCB
West Orange, NJ 07052, USA

Tél. : (+1) 973-447-9763
Fax : (+1) 973-447-9763